AÏN-EL-HAMMAM (TIZI-OUZOU)

L'historique marché n'Tlatha n'attire plus

Les consommateurs boudent de plus en plus le marché hebdomadaire d'Aïn-El-Hammam qui n'offre plus les conditions qui en ont fait de lui, jadis, un lieu de rencontre, où chaque mardi, on venait de très loin.

Gagné par la déliquescence qui caractérise la ville, il n'est plus que boue et détritus. Les allées, délimitées grossièrement par des caisses de fruits et légumes, sont devenues un réceptacle d'eau boueuse.

Pour circuler et éventuellement faire leurs emplettes, les quelques inconditionnels qui s'entêtent encore à fréquenter les lieux, bravent ces conditions en se munissant de bottes.

Par ailleurs, en dépit de l'interdiction, maintes fois réitérée par les services compétents, on continue à abattre le poulet à même le sol et à y étaler de la viande sur des tables de fortune dont la propreté laisse à désirer.

Il est loin le temps où les pères de famille se rendaient au marché de Michelet pour s'approvisionner en fruits et légumes frais à des prix concurrentiels.

Les marchands ambulants qui, à une époque, cassaient les prix l'ont fui depuis déjà plusieurs années, cédant la place à de nouveaux commerçants pour qui l'arnaque justifie le gain facile.

Le souk n'Tlatha, comme on l'appelle dans la région, n'est plus ce marché propre et accueillant où, il y a quelques années seulement, on venait rencontrer ses amis et par la même occasion, faire ses emplettes.

Les marchands ambulants, tout autant que leur clientèle, le fuient au fur et à mesure de la dégradation des conditions dans lesquelles il se tient, sans que personne daigne y mettre un peu d'ordre.

Inscrit par la Direction du commerce de Tizi-Ouzou pour être réhabilité, à l'instar d'une dizaine d'autres, à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, le marché hebdomadaire d'Aïn-El-Hammam mérite un aménagement à la hauteur de son importance.

A. O. T.

TENTATIVE D'ENLÈVEMENT D'UN INVESTISSEUR

Hasnaoua en alerte

C'est un week-end particulièrement mouvementé que les populations de Hasnaoua, dans la banlieue de Tizi-Ouzou, ont vécu.

La situation sécuritaire pour le moins inquiétante, illustrée par une tentative d'enlèvement sur la personne de Lazib Abdenour, P-dg de la Sarl Cosmos, l'une des dernières grandes entreprises privées encore en activité dans la wilaya, a été comme le détonateur pour que la population, à travers les responsables des comités de village et de l'association socioculturelle locale, provoque une assemblée générale sans tarder.

C'était en fait un véritable branle-bas de combat dans ce grand village de la commune de Tizi-Ouzou, sorti de sa léthargie depuis l'implantation de cette entreprise qui fait vivre pas moins d'une centaine de familles. Ce que, d'ailleurs, n'ont pas manqué de rappeler les rédacteurs d'une déclaration, rendue publique hier, pour assurer de leur solidarité «active» cette énième victime de l'insécurité qui touche depuis trois années les investisseurs en Kabylie.

La rencontre dédiée, donc, à la question sécuritaire a fini par «attirer l'attention» du wali, du chef de la Sûreté de la wilaya, entre autres, sur la situation induite à Hasnaoua par cette tentative d'enlèvement qui, faut-il le dire, a fait grand bruit.

Les animateurs de la Coordination du comité des villages ont pris également la résolution de mettre sur pied une cellule de crise afin de réfléchir aux actions à entreprendre, entre autres missions.

On rappellera, qu'il y a quelques semaines à peine, un commerçant de Tizi-Ouzou-Ville, accompagné de son fils, avait fait l'objet d'une tentative du même genre.

M. Azedine

AÏN DEFLA

Les citoyens d'Arib ferment le siège de l'APC

Quelque 500 personnes se sont rassemblées hier dès 7 h du matin devant le siège de la mairie, bloquant l'entrée et y interdisant l'accès tant au maire qu'aux citoyens.

Ces derniers viennent pour la plupart des douars situés aux alentours de cette localité, à savoir Ouled Slama 1 et 2, la cité des 66-Logements, Khouel A et B, M'hara 1 et 2 et Oued b'Da.

«Qu'on se soucie un peu de nous.» C'est ainsi qu'ils résument l'ensemble de leurs doléances. A l'instar des habitants de Balaâs qui, eux aussi, ont fermé le siège de leur mairie, voici quelques jours, ils revendiquent l'alimentation en eau potable et l'assainissement — beaucoup ont recours aux fosses septiques, et ce même pour les mosquées, tout comme au douar d'El Mhara —, l'électricité, la route, le désenclavement, le gaz, l'emploi et l'habitat. En effet, ils vivent pour la plupart dans des logis précaires en toub surtout, disent-ils.

Certains ont béneficié de l'aide au logement, mais en nombre limité, affirment-ils, allant jusqu'à dire que certains prennent et reprennent «par le biais de certains canaux et certaines pratiques». Ils parlent même de corruption.

Des habitants de 66-Logements déclarent que la commune fait dans la discrimination. «Comment expliquer que sur les 66 foyers que compte la localité, 30 ont de l'eau et 36 n'en ont pas, depuis 11 ans ?», s'interrogent-ils.

Ceux de Ouled Slama se demandent aussi comment sur une centaine de demandeurs de logements ruraux, seulement une vingtaine a vu sa requête satisfaite. D'autres aussi se demandent comment se fait-il que les habitants de M'hara I ont du gaz naturel et pas de M'hara II, pourtant deux douars limitrophes.

Vers 11 h 30, le chef de daïra d'El Amra, dont Arib relève, est venu s'entretenir avec les contestataires. «Nous voulons que le wali vienne», lui ont-ils dit. A l'heure où nous rédigeons ces lignes, le siège de l'APC est toujours fermé.

Karim O.

CONSTANTINE

Sit-in des sinistrés devant la Wilaya

Près d'une cinquantaine de familles, habitants le bidonville situé au 5e kilomètre, sur la route de Batna, ont observé, hier, un sit-in devant le cabinet du wali de Constantine pour attirer l'attention des autorités sur leur situation déplorable, due à l'effondrement des baraques qui leur servent de logis.

Sans toit depuis la nuit de mercredi dernier, ils demandent «d'être recasés dans des logements décents et refusent la liste établie par les services de la commune».

Selon les contestataires, au moins douze familles ont perdu leurs baraques. Après de longues tractations avec les forces de l'ordre, présentes en force sur les lieux, trois représentants des familles sinistrées ont été reçus par un responsable de la Wilaya, lequel aurait promis «de dépêcher, le jour même, une commission de la daïra pour le recensement des familles touchées». Pour rappel, les fortes pluies qui se sont abattues sur la ville de Constantine dernièrement ont provoqué d'importants dégâts, notamment dans les bidonvilles qui ceinturent le chef-lieu de wilaya.

Selon un bilan communiqué par la Protection civile, pas moins de 130 familles ont été déclarées sinistrées. La grogne de ces derniers ne s'est pas fait attendre, puisque depuis jeudi dernier, des mouvements de colère sont enregistrés ça et là. Les sinistrés du bidonville Djaballah avaient procédé, à ce titre, au blocage du boulevard de l'Est durant la journée de jeudi dernier.

«La promptitude» inhabituelle de l'administration à engager des pourparlers avec les manifestants, à l'effet d'exhausser leurs revendications, avait contribué à apaiser les esprits et à désamorcer la crise.

Farid Benzaïd

RAFFINERIE DE SKIKDA

Un 5e incendie en l'espace d'une année

Un incendie s'est déclaré samedi, aux environs de 18 heures, au niveau de l'unité 100 (Reforming1) de la branche raffinage (raffinerie de Skikda), zone pétrochimique de Skikda. Heureusement, on ne déplore ni dégât matériel ni humain. Le feu a été circonscrit par les agents d'intervention du complexe, en l'espace d'une dizaine de minutes.

Les flammes étaient aperçues de la station balnéaire Larbi-Ben M'hidi, ce qui a suscité la curiosité des éléments de la brigade de gendarmerie, aussitôt déplacés sur les lieux. Selon des sources concordantes, la cause serait liée à une fuite d'hydrogène au niveau de l'échangeur E1, provoquée par une baisse de tension à l'origine de l'arrêt du compresseur. Pour rappel, c'est le cinquième incendie au sein de ce complexe et le troisième au sein de l'unité 100, depuis 2010. Pour mémoire, l'unité 100 qui produit des essences et des aromatiques, a redémarré, il y a seulement 3 jours, après un arrêt de quelques semaines.

Zaïd Zoheïr

MOSTAGANEM

Découverte de deux cadavres à Sidi-Lakhdar

Les services de la gendarmerie de Sidi-Lakhdar, à 60 km du chef-lieu de la wilaya de Mostaganem, ont reçu samedi dernier, une information faisant état de la découverte de deux corps enterrés dans un champ, près d'Ouled-El-Baroudi. Il s'agit des corps de sexe masculin. Agées de 30 et 38 ans, les deux victimes ont été assassinées avant d'être enterrées. Selon les premières constatations des services de sécurité, les deux décès remonteraient à plus de deux semaines. Les deux corps ont été acheminés vers le service de la médecine légale de l'hôpital de Sidi-Ali à des fins d'autopsie et d'identification. La gendarmerie a procédé à une enquête pour déterminer les tenants et les aboutissants de cette affaire.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Contrefaçon et écoulement de faux billets

Dans la journée du 28 janvier 2011, la police de Sidi-Bel-Abbès a arrêté deux ressortissants africains, un Malien et un Camerounais, en possession de fausses coupures de 1 000 DA. C'est suite à des informations qui lui sont parvenues que la police a procédé à la surveillance des mis en cause, accusés de fabrication de faux billets et de leur écoulement. Ces derniers ont été arrêtés en possession des preuves de leur accusation. Présentés devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, les deux Africains ont été placés sous mandat de dépôt pour fabrication de fausse monnaie, faux et usage de faux, usurpation d'identité – les prévenus avaient falsifié leur identité pour entrer sur le territoire algérien – et situation illégale.

A. M.

BOUMERDÈS

Crime crapuleux à Cap-Djinet

Les gendarmes de la brigade de Cap-Djinet (wilaya de Boumerdès) ont retiré, ce samedi, d'un bloc de béton, le cadavre d'un homme d'une trentaine d'années. Selon nos informations, la victime, originaire de Bordj-Bou-Arréridj, n'avait plus donné signe de vie depuis 20 jours. Suite à quoi, une enquête a été déclenchée. Il s'est avéré que la victime s'est déplacée jusqu'à Cap-Djinet pour l'acquisition d'un bungalow et avait sur elle une somme de 120 millions de centimes.

Le ou les assassins l'ont dépouillé de cet argent, avant de l'assassiner puis jeter son corps dans un fût qui a été ensuite rempli de béton armé.

Abachi L.